



**Pour que salariés et retraités soient écoutés, et non le patronat
Après les urnes, la rue !**

Tous à la manifestation du 1^{er} mai !

De nombreux salariés, retraités et privés d'emploi ont demandé la prise en compte de leurs préoccupations en matière de pouvoir d'achat et d'emploi, en s'abstenant de voter aux municipales, en infligeant une sanction à la politique du gouvernement. Ils n'ont pas été entendus.

Le nouveau Premier ministre s'inscrit dans les orientations précédentes avec **toujours plus d'austérité pour nous** :

- **les 50 milliards d'économies pour l'état**, l'assurance maladie et les collectivités territoriales, c'est moins de politiques publiques pour les plus modestes, moins de services publics, moins de protection sociale, moins de santé, moins d'éducation, moins de culture, moins de justice...
- **Puisque le Smic brut n'augmente pas**, seule la suppression des cotisations sociales va donner un peu de pouvoir d'achat aux salariés, qu'il faudra de toute façon réinjecter dans les complémentaires de santé privées, puisque la sécurité sociale, amputée de ces cotisations, diminuera les prestations. Avec cette proposition, on fragilise le système de la sécurité sociale et on accentue les inégalités face aux soins ! L'aubaine du Smicard pas cher va tirer vers le bas tous les salaires.
- **Pour les fonctionnaires**, la fin du gel de leurs salaires est encore repoussée, la baisse des effectifs se poursuit, même dans l'Éducation nationale soi-disant prioritaire (56 postes supprimés dans les collèges et lycées de la Région).

Le gouvernement a entendu le patronat et l'a servi, sans demander d'engagements en termes d'emplois et de salaires : diminution des impôts, baisse des cotisations familiales et sociales au détriment de la protection sociale (maladie, retraite, familles...).

Ces cadeaux s'ajoutent aux 200 milliards d'euros d'exonérations sociales qui n'ont pas empêché le chômage d'augmenter. Ils viennent après les mesures de 2013 qui ont fait reculer nos droits à la retraite, qui ont aggravé les licenciements, favorisés avec la loi dite de sécurisation de l'emploi.

De l'argent il y en a !

Par leur travail, les salariés créent la richesse des entreprises. En France, 120 milliards sont allés dans les poches des actionnaires.

Pour relancer la croissance économique, il faut satisfaire nos revendications :

- augmentation des salaires et des pensions,
- arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois,
- défense des Services Publics et arrêt des réformes en cours,
- retour à la retraite à 60 ans à taux plein et abrogation des régressions subies depuis 1993.

Le 1^{er} mai, c'est l'occasion, sans faire grève, de dire stop à l'austérité !

Toutes et tous à la manifestation à 10h

devant la Maison des syndicats de Reims



**Pour que salariés et retraités soient écoutés, et non le patronat
Après les urnes, la rue !**

Tous à la manifestation du 1^{er} mai !

De nombreux salariés, retraités et privés d'emploi ont demandé la prise en compte de leurs préoccupations en matière de pouvoir d'achat et d'emploi, en s'abstenant de voter aux municipales, en infligeant une sanction à la politique du gouvernement. Ils n'ont pas été entendus.

Le nouveau Premier ministre s'inscrit dans les orientations précédentes avec **toujours plus d'austérité pour nous** :

- **les 50 milliards d'économies pour l'état**, l'assurance maladie et les collectivités territoriales, c'est moins de politiques publiques pour les plus modestes, moins de services publics, moins de protection sociale, moins de santé, moins d'éducation, moins de culture, moins de justice...
- **Puisque le Smic brut n'augmente pas**, seule la suppression des cotisations sociales va donner un peu de pouvoir d'achat aux salariés, qu'il faudra de toute façon réinjecter dans les complémentaires de santé privées, puisque la sécurité sociale, amputée de ces cotisations, diminuera les prestations. Avec cette proposition, on fragilise le système de la sécurité sociale et on accentue les inégalités face aux soins ! L'aubaine du Smicard pas cher va tirer vers le bas tous les salaires.
- **Pour les fonctionnaires**, la fin du gel de leurs salaires est encore repoussée, la baisse des effectifs se poursuit, même dans l'Éducation nationale soi-disant prioritaire (56 postes supprimés dans les collèges et lycées de la Région).

Le gouvernement a entendu le patronat et l'a servi, sans demander d'engagements en termes d'emplois et de salaires : diminution des impôts, baisse des cotisations familiales et sociales au détriment de la protection sociale (maladie, retraite, familles...).

Ces cadeaux s'ajoutent aux 200 milliards d'euros d'exonérations sociales qui n'ont pas empêché le chômage d'augmenter. Ils viennent après les mesures de 2013 qui ont fait reculer nos droits à la retraite, qui ont aggravé les licenciements, favorisés avec la loi dite de sécurisation de l'emploi.

De l'argent il y en a !

Par leur travail, les salariés créent la richesse des entreprises. En France, 120 milliards sont allés dans les poches des actionnaires.

Pour relancer la croissance économique, il faut satisfaire nos revendications :

- augmentation des salaires et des pensions,
- arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois,
- défense des Services Publics et arrêt des réformes en cours,
- retour à la retraite à 60 ans à taux plein et abrogation des régressions subies depuis 1993.

Le 1^{er} mai, c'est l'occasion, sans faire grève, de dire stop à l'austérité !

Toutes et tous à la manifestation à 10h

devant la Maison des syndicats de Reims